



David Lisnard, ce libéral qui regarde vers les illibéraux ...

Description

L'an dernier, à l'automne, au moment du Congrès des Maires de France, David Lisnard faisait entendre sa différence ; il tentait de sortir de son image de maire de Cannes et d'exister sur la scène nationale. Quelques semaines plus tard, plus personne ne pensait vraiment à lui, hormis les habitants de la Croisette qui le réalisaient largement.

Cette année, à l'automne, le marronnier nous propose ses mêmes feuilles, avec le nom de David Lisnard, comme si elles étaient un bulletin de vote. Et cette année encore, il fait entendre sa différence. ***Mais est-ce suffisant pour en faire un candidat crédible à la prochaine présidentielle ?***

David Lisnard ressemble à bien des égards à Alain Madelin, lors de l'élection présidentielle de 2002. Comme lui, un sondage le crédite de grosso modo 6% des intentions de vote. Alain Madelin fera, en fait, moins de 4% en avril 2002.

Comme lui, David Lisnard cherche à incarner le candidat « libéral ». Mais Alain Madelin ne sortait pas d'un chapeau. Il n'était pas que le maire d'une belle ville de province, assez facile à gérer. Il avait démontré ses compétences, non seulement comme maire de Redon, mais surtout, pendant près de vingt-cinq ans, en tant que parlementaire puis ministre de l'industrie, sous Jacques Chirac Premier ministre, ministre des entreprises et du développement économique sous Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances sous Alain Juppé, et comme président de Démocratie Libérale ou ténor du Parti Républicain et de l'UDF.

Alain Madelin était connu de chaque Français, non seulement pour ses mots, mais pour la mise en place de ses idées, au gouvernement comme dans l'opposition. Il n'avait pas besoin de dire qu'il était libéral, chacun le reconnaissait comme tel et pouvait juger ses propositions, lois et réformes.

David Lisnard se proclame libéral, mais comment nos concitoyens peuvent-ils apprécier son affirmation ? On a beau lire son programme sur son site ou sur les réseaux sociaux, force est de constater que nous avons un peu de mal à juger sa vision du libéralisme.

Le sujet brûlant du moment : l'éducation.

Quelle mesure « libérale » nous propose-t-il ? « **Un droit réel au libre choix de l'école, garanti par la transparence des résultats** » ...

Est-ce vraiment du libéralisme ou du poujadisme ? Je cite Poujade pour forcer le trait, mais, comme lui, David Lisnard rejette les « élites » et dénonce « l'inefficacité de l'Etat ». **Poujade s'est effondré quand les électeurs ont ouvert les yeux et constaté son incapacité à réformer réellement le système.** Ils ont alors préféré choisir les « élites » et le Général de Gaulle.

En quoi surtout un « *droit réel au libre choix de l'école* » serait préférable à une carte scolaire ? Si les parents ont un « réel » libre choix, qui ne choisirait alors pas Louis le Grand ou Henri IV comme lycée pour son enfant ? Bien sûr, Lisnard ajoute « *garanti par la transparence des résultats* ». Mais s'il y a, par exemple, 100 places en classe de seconde à Louis le Grand, et 10 000 élèves ayant 18 de moyenne en classe de troisième en Ile de France, qui ira à Louis le Grand ? **En quoi un « droit réel » ajoute-t-il des places dans un lycée d'excellence ?**

Le libéralisme consiste à rendre aux individus leur liberté. Il ne consiste pas à faire disparaître les règles sans dire par quoi on les remplace.

Si la carte scolaire a été élaborée, ce n'est pas pour bloquer le système ou empêcher les jeunes d'étudier, mais pour fluidifier et objectiver les affectations. Pour éviter que l'argent et les réseaux ne surpassent l'égalité des droits, ce que prétend dénoncer Lisnard ! **Le « carnet de notes » doit toujours prévaloir sur le « carnet d'adresses », pas dans les mots, dans les faits !**

La proposition sur l'éducation de David Lisnard est donc séduisante dans les mots mais ne résiste pas à l'analyse et à la réalité du terrain.

Tout comme la proposition actuelle des lycéens de supprimer « *Parcoursup* » sans expliquer par quoi le remplacer ! *Parcoursup* permet de fluidifier et d'objectiver là aussi les affectations. *Parcoursup* ne trie pas et ne choisit pas ; c'est simplement une plateforme qui centralise et transmet ; les établissements choisissent ensuite. Le supprimer revient à laisser les lycéens dépourvus. Devront-ils alors aller d'établissement en établissement un dossier à la main pour quémander une place ?

Le vrai problème est le nombre de places et l'adéquation entre l'offre et la demande. Supprimer « *Parcoursup* », n'ajoute pas de places en enseignement supérieur, ou ne trie pas les « *touristes* » des étudiants réellement demandeurs ; **supprimer « *Parcoursup* » c'est introduire l'inégalité dans le parcours étudiant ; c'est là encore ouvrir la porte aux « réseaux » familiaux et amicaux ; c'est la loi du plus fort, du plus riche, la loi de la jungle en somme.**

C'est, non dans les mots mais dans les faits, ce que créera David Lisnard par sa proposition pour l'éducation avec un pseudo « droit réel » ! Comme pour Poujade, les Français rejeteront Lisnard car sa proposition ne résistera pas à l'examen des citoyens, elle est inefficace et détériorera, réellement, la situation de notre pays.

David Lisnard n'est pas Alain Madelin, non seulement sur l'inefficacité de ses propositions mais aussi parce que la situation en 2026-2027 n'est pas celle de 2001-2002. En 2002, Jacques Chirac fait la course en tête et rassemble le camp de la Droite Républicaine. François Bayrou fait de la figuration et n'a pas encore appelé à voter Royal ou Hollande. Mélenchon n'est pas encore un grave danger pour

notre pays et Le Pen père n'a strictement aucune chance de l'emporter. La candidature d'Alain Madelin permet à la sensibilité libérale d'exister. Ses électeurs se reporteront naturellement sur Jacques Chirac quoi qu'il arrive.

La situation est bien différente aujourd'hui. S'il se présente, David Lisnard morcellera encore plus le camp de la Droite et du Centre, empêchant, encore plus, un candidat non extrême d'atteindre le second tour. Et aucun des candidats potentiels de la Droite et du Centre ne se retirera à son bénéfice. Les électeurs de Gabriel Attal iraient en masse vers Raphael Glucksmann ou François Hollande. Ceux d'Edouard Philippe en grande partie aussi. Lisnard ne récupérerait ainsi guère plus que les électeurs de Bruno Retailleau. Il est très loin de pouvoir espérer un second tour. Seuls Glucksmann / Hollande au premier tour, et Marine Le Pen au second profiteraient de sa candidature.

Plus grave, quelle est la distance réelle entre David Lisnard et le couple Zemmour/ Knafo ? Dans sa proposition de primaire au Centre et à Droite, David Lisnard n'hésitait pas à y inclure Zemmour / Knafo. ***Faut-il rappeler ici que Knafo est toujours alliée de l'AfD au Parlement Européen, au sein d'un même groupe parlementaire ? Faut-il rappeler ici les propos nauséabonds de Zemmour ces dernières années ?***

Pire encore, si, à la faveur des ennuis que connaît Bardella sur ses supposés propos, là encore nauséabonds, Marine Le Pen en profite pour le dégager du poste de Premier Ministre, que fera David Lisnard entre les deux tours si Marine Le Pen lui propose alors le poste ?

Comme chaque année, les feuilles d'automne tombent, mais il ne faudrait pas que Lisnard pense qu'elles iront dans l'urne au printemps...

La solution pour le camp Radicalement Républicain n'est bien sûr pas dans cette candidature. Pas plus que dans celles de Gabriel Attal, Edouard Philippe ou Bruno Retailleau. Aucun des trois ne donne vraiment envie. Mais en janvier il ne faudra qu'un seul candidat de ce camp.

Un candidat qui réunisse ce qui est encore épars, du Centre gauche à la Droite. Un candidat qui rassemble plus largement que les trois candidats actuels. ***Un candidat à la fibre sociale*** tout en étant capable de remettre l'Etat à sa juste place. Non pas plus ou moins d'Etat mais mieux d'Etat. ***Un candidat libéral*** dans tous les sens du terme, en économie comme dans la société. Un candidat qui propose ***une nouvelle écriture du pacte qui unit les Français***. Un candidat qui propose aux Français ***un véritable récit collectif qui donne envie de vivre, ensemble, les valeurs de la République***. Un candidat qui assure et qui rassure parce qu'il a déjà été à la tête de grands ministères, d'une grande région et/ou parce qu'il a déjà battu l'extrême droite.

Chacun reconnaîtra ce Monsieur X, à peine voilé. Un candidat Radicalement Républicain pour une France Indivisible, Laïque, Démocratique et Sociale, en somme...

Patrick Pilcer (Auteur du livre Radicalement Républicain)

Categorie

1. Opinions

date créée

17 octobre 2026